

La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE
VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DE RÉPARTITION

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1042 - avril 2004 - SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ :

pages 2 Les fossoyeurs

GÉRARD-HENRI BRISSÉ brosse, à la veille des élections de mars, une vue d'ensemble de la politique qui est menée en France.

page 4 Le revenu des agriculteurs

HENRI MULLER évoque la situation, très diverse, des agriculteurs.

page 8 Proche orient : les chemins de la Paix

GÉRARD-HENRI BRISSÉ porte témoignage que les conflits actuels ne peuvent se résoudre par l'escalade de la violence, surtout quand l'avidité se masque sous les traits de "justiciers" .

• RÉFLEXIONS

page 11 264.800

ROLAND POQUET ajoute que la barbarie, si elle n'est pas une nouveauté, peut aussi s'exercer par "procuration" et être politiquement correcte, par exemple quand un gouvernement prend des mesures qui détruisent, faute de revenus, des individus...

page 6 Si on revenait au crédit ?

PAUL VILA poursuit ses réflexions sur l'Europe monétaire.

• LECTURES

page 5 Un livre exceptionnel

MARIE-LOUISE DUBOIN prend parti pour le dernier livre de Bernard Maris et elle le recommande «à tous ceux qui ne veulent pas mourir idiots» à propos d'économie de monnaie, de la Bourse, du marché, de la compétition, etc, etc.

• ENVIRONNEMENT

page 12 La dérive climatique : mythe ou réalité ?

JACQUES HAMON résume l'état des recherches et des remèdes nécessaires.

• TRIBUNE LIBRE

page 13 Agissons !

YOHANN nous invite tous à multiplier les expériences d'économies alternatives.

page 15 Courrier des lecteurs



M 01669-1042 2,15 E

PRE-VISUALISATION
OFFSET

À l'heure où nous bouclons ce numéro, les résultats des élections ne sont pas connus, mais pensant qu'elles pourraient marquer un tournant, nous pensons utile de présenter une vue d'ensemble de l'actuelle politique française :

Les fossoyeurs

par Gérard-Henri Brissé

Le 3 janvier dernier, un aéronef de type Boeing 737-300, propriété d'une compagnie égyptienne, s'écrase pour une cause encore indéterminée en Mer Rouge, au large de Charm El-Cheikh, lieu de villégiature balnéaire très prisé des Européens. 148 passagers, dont une majorité de Français et 13 membres d'équipage, y laissent la vie. Défaillance technique ? Erreur de pilotage ? Ce que l'on sait de source sûre, c'est que cet appareil avait été utilisé par sept compagnies en onze années d'exploitation, que des voyageurs rescapés de précédents périple avaient relevé son état de grande vétusté, par delà les contrôles techniques auxquels il avait été soumis. Ce qui paraît certain, c'est que de privatisations en dérégulations et dérèglementations, la recherche effrénée du profit maximum à court terme constitue le moteur fondamental des investisseurs dans l'aéronautique comme en d'autres secteurs, bien avant le confort ou la sécurité des passagers, des touristes considérés comme une marchandise.

À l'instar de leurs avions, les compagnies aériennes tombent comme des mouches sous les coups redoublés des faillites d'entreprises avec leurs corollaires obligés, les licenciements collectifs. On pense à Air France, cette entreprise d'État qui a effectué, au fil des dernières années, un redressement remarquable et que l'on jette en pâture à la concurrence internationale, l'État devenu minoritaire abandonnant son regard sur la gestion, au profit d'un secteur privé en pleine catalepsie ! C'est exactement l'inverse qu'il fallait faire : renforcer le contrôle de la collectivité publique dans un secteur où elle engrange des bénéfices !

HARO

SUR LE SERVICE PUBLIC !

Le bradage du secteur public s'accélère dans la plus grande confusion, entre les séductions d'un modèle anglo-saxon toujours «à la mode» en dépit de ses énormes déconvenues, et les directives données dans le même sens par les autorités de "Bruxelles".

Dans un domaine aussi sensible et crucial que la recherche fondamentale, qui conditionne tout l'avenir d'une nation moderne, et de l'Humanité entière, des coupes sont pratiquées à la hache sur l'autel des restrictions financières... La mode, partout, est à la suppression d'emplois de titulaires, à leur remplacement par des contractuels, intérimaires ou temporaires, à la substitution de la gestion comptable de la pénurie aux grands projets publics, et à l'irruption de fondations privées, dont la prolifération constitue un viatique pour contrer l'effondrement du secteur public. C'est évidemment un leurre que la nation France, ou ce qu'il en reste,

devra payer d'un prix élevé dans les années à venir ! L'Éducation nationale est un secteur clé qui subit de plein fouet les restrictions budgétaires. Les manifestations monstres du corps enseignant sur le thème du refus de la réforme des retraites reflètent son grand malaise. Il est vrai que les initiatives prises par les pouvoirs publics sur l'autonomie des universités a de quoi les inquiéter. En matière de douche écossaise, on ne fait pas mieux : un projet de loi est annoncé le 28 novembre 2002 par le ministre de l'Éducation nationale, pour vote et application au printemps 2003. Annonce confirmée par le Premier ministre le 28 février 2003. Devant la grogne des enseignants, le gouvernement recule. Le 30 mai, le ministre fait publiquement allusion à «un report à la rentrée du débat sur le projet de loi», lequel est annoncé le 22 septembre «pour présentation au parlement en l'an 2004» puis le ministre précise le 22 novembre dernier «qu'aucun projet de loi n'est inscrit au programme de travail du gouvernement à l'agenda parlementaire».

Las de ces contradictions et sans doute pour tenter d'apaiser le corps enseignant, le ministre lance l'idée d'un grand débat sur l'école. Le cinquième depuis 1994 ! ... Ce n'est pas si lointain, mais quelles conclusions en ont été tirées ? Pour ne citer que l'enseignement supérieur, les dotations budgétaires ont été diminuées de 20% en 2003, de plus 10 % en 2004.

L'affaire de la loi contre le port du voile à l'école et par extension, de tout signe religieux ostentatoire, n'a fait qu'accroître le malaise suscité par l'insécurité ambiante. Sans doute, la nécessité s'affirmait-elle d'édicter une règle commune qui viendrait conforter le caractère laïque de l'enseignement public. Mais il n'est pas sûr que le vote par le parlement d'une loi (une de plus !) et dont on subodore les difficultés d'application, puisse répondre d'une manière concrète à la provocation manifeste que constitue le port du voile en milieu scolaire. Par ailleurs, il est clair que si l'on évoque les autres religions (ne serait-ce que les Sikhs porteurs du turban), les croyants islamistes se sentent les premiers visés par cette mesure...

POLITIQUE DE SANTÉ :

PAYEZ, VOUS SEREZ CONSIDÉRÉ !

La gestion calamiteuse de la canicule a attiré l'attention sur les insuffisances de nos services de santé: hôpitaux, maisons de retraite. Les responsabilités sont à chercher en tout premier lieu auprès de tous ceux, et ils sont encore fort nombreux, qui considèrent les aléas climatiques comme des phénomènes cycliques, sous-estimant le réchauffement de la planète lié à l'effet de serre et induit par l'excès de gaz carbonique dans l'atmosphère...

Non seulement les industries polluantes sont respon-

sables, mais aussi nos modes de transports. Nous avons la possibilité de limiter considérablement la pollution émise par nos camions, grâce au système de ferroutage qui doit être mis en place sur les grands axes. Il existe en matière de transports individuels des véhicules "propres", pourquoi ne pas les mettre en service immédiatement, sous contrats locatifs ? L'industrie automobile se déshonorerait-elle en faisant moins de publicité sur les grosses cylindrées et les puissantes voitures de luxe, et un peu plus sur ce créneau ? Les gouvernements successifs se heurtent aux groupes de pression pétroliers, de l'automobile, des camionneurs. Ces derniers peuvent à tout moment, par un mouvement de grève, stopper net l'activité économique. Alors on continue, comme on a continué à utiliser pendant des années un produit hautement nocif, l'amiante, au risque d'envoyer dans nos hôpitaux des milliers de victimes du cancer engendré par ce poison. Et il y va ici de la survie des Terriens !

L'aveuglement et la pusillanimité des pouvoirs publics face à la nécessité d'engager une lutte drastique contre toutes les pollutions n'est pas seulement dramatique, elle est suicidaire.

En matière de santé, des dérives importantes tolérées ou activées mettent nos structures sanitaires à rude épreuve. Il s'agit de mettre la gestion des sites hospitaliers sous le signe du profit et de la rentabilité, là où il fallait combattre les gaspillages, rationaliser les comportements et harmoniser les modes opératoires entre les services.

Pour orienter les patients vers de grands consortiums, de modestes unités sont déclarées trop coûteuses, alors que la dégradation matérielle de nos quelque 1.500 établissements hospitaliers est flagrante.

Un numérisé clausus imbécile a contribué à limiter drastiquement l'effectif de nos médecins et infirmières, là où il aurait fallu prévoir leur renforcement en fonction de l'évolution démographique et des perspectives de départs à la retraite. Nous avons la chance, par delà ce grand malheur, d'avoir affaire en général à des personnels très motivés, d'un dévouement à toute épreuve, et compétents. Mais on comprend que leur réaction soit à la mesure de leur découragement et de leurs justes revendications. On l'a vu dans les manifestations pour la sauvegarde de l'hôpital de Saint-Affrique : il était condamné à fermer ses portes et c'est la réaction de ses usagers et de son personnel qui a permis de le maintenir.

Ce processus de démantèlement est également patent dans la réorganisation de la carte hospitalière. Le poids des remboursements des soins (le tiers payant) va être reporté essentiellement sur les mutuelles, qui augmentent déjà leurs cotisations, ce qui pèsera un peu plus lourd sur les salaires, lesquels sont soumis aux aléas de la précarité de l'emploi. Ce qui réduira d'autant le pouvoir d'achat des citoyens : c'est un cercle vicieux !

Les compagnies d'assurances privées n'attendent que cette échéance pour récupérer la mise, comme elles le font déjà pour les compléments de retraites et les fonds de pension...

HARO SUR L'ÉNERGIE ...

En matière d'armes de destruction massive, il en est une qui nous mine, c'est la rage qui s'est emparée des États européens de saper les fondations d'un édifice élaboré par des générations de grands commis et de citoyens républicains. Les pouvoirs publics s'acharnent à scier la branche sur laquelle ils sont assis.

Voyez ce qu'il en est des secteurs vitaux et cruciaux de l'énergie et des télécommunications : l'"obligation" de s'ouvrir aux marchés étrangers incite la direction d'EDF-GDF, dont le statut est actuellement celui d'un établissement public (EPIC), à solliciter un changement de statut. Dans cette perspective, deux sociétés anonymes seront créées, avec ouverture du capital aux investisseurs étrangers. De plus, le commissaire européen à la concurrence exige d'EDF le remboursement d'un milliard d'euros correspondant à des avantages fiscaux indûment payés : logique, mais aberrant ! EDF-GDF est une entreprise hautement stratégique, de sorte que transférer une part de son capital, voire de ses activités, à des firmes étrangères, eut été perçu, en d'autres temps, comme un acte de haute trahison. Mais c'est le "modèle" américain qui sert de référence, et le scandale d'Enron (la société de revente de l'énergie aux États-Unis) n'a pas refroidi les ardeurs des adeptes du "tout libéral" !

On a vu comment a évolué la gestion de l'eau. Autrefois, elle était assurée par les municipalités. Puis réelle a été confiée à une entreprise spécialisée, la Générale des Eaux. Puis, progressivement, les profits engendrés par ce type de gestion furent, comme on dit, "diversifiés". Et la Générale des Eaux se mua en Vivendi Universal... On connaît la suite.

LA POSTE

ET LES TÉLÉCOMMUNICATIONS.

La Poste aussi va s'ouvrir à la concurrence, d'abord pour le marché des lettres de plus de cent grammes, puis c'est l'ensemble du courrier qui sera pris en charge par le secteur privé. Plus de 900 bureaux de poste vont être fermés dans les zones rurales. Comme aux États-Unis ou en Grande Bretagne, la gestion du courrier et d'autres services sera confiée aux boutiquiers locaux, s'il en reste. La notion de "proximité" va en prendre un sacré coup... Des centaines de postes de travail vont être supprimés, ce qui allongera d'autant les files d'attente dans les bureaux de poste restants.

Quant au secteur des télécommunications, une vache ne retrouverait pas son veau dans la dizaine d'options proposées aux usagers du téléphone. Si, s'agissant des abonnements, ils doivent tous passer obligatoirement par les centraux téléphoniques de France Télécom (pour combien de temps encore ?) certains opérateurs font leur beurre sur le marché juteux des portables.

LA HAUSSE DU CHÔMAGE...

OU L'HISTOIRE DU CHIEN QUI COURT APRÈS SA QUEUE.
Pour tenter de freiner la hausse continue du taux de chômage, le gouvernement vient d'élaborer un "plan



emploi", qui s'ajoute à tous ceux qui ont été mis en place depuis une trentaine d'années, avec le résultat que l'on sait. Plus se multiplient les "plans emploi", plus le chômage augmente !

La prétendue lutte contre le chômage révèle une énorme hypocrisie : d'un côté, l'État distribue des crédits aux entreprises, soi-disant pour favoriser l'embauche, mais de l'autre, il se refuse à dépenaliser le travail. Officiellement on encourage "le travail" mais on décourage certaines catégories de demandeurs d'emplois (les jeunes sans expérience, les seniors de plus de quarante ans) de s'insérer sur "le marché" du travail !

À défaut d'offres d'emplois en quantité, on utilise des critères tels que la morpho-psychologie, l'astrologie ou la numérologie pour départager, à compétences égales, les candidats. Et une fois en poste, leur mérite sera jugé par référence à des règles comptables et non pas à leur manière de servir : un policier sera noté en considération du nombre de gardes à vues qu'il aura comptabilisées, un magistrat, à l'aune de la totalité des procès qu'il aura instruits, etc.

Le stalinisme avait promu le stakhanovisme comme critère de référence du bon travailleur, il n'y a donc rien de nouveau sous le soleil !

On le sait, le marché du travail est une jungle. Les inter-

mittents du spectacle en savent quelque chose, ainsi que tous ceux dont l'assurance chômage se trouve rognée, voire supprimée. Il n'y a plus de droits acquis, de protection sociale ou de revenus assurés. Le problème numéro un de l'assurance-chômage est celui de la précarité de l'emploi. Autant le travail à temps partiel peut être bénéfique s'il est souhaité, autant il constitue un tourment permanent lorsqu'il est subi. Malheureusement, la précarité s'étend et a des conséquences sur les revenus, le calcul du taux de retraite, etc.

On perçoit le désastre engendré par la liaison entre travail et revenus dans une société d'abondance. C'est la raison pour laquelle je crois, aujourd'hui plus que jamais, aux vertus d'un revenu social garanti versé au profit de chaque citoyen, sans exclusive, de la naissance à la mort, et dont la valeur embraye sur le montant des biens et services de grande consommation disponible.

Il s'agit d'un droit nouveau, le droit à la subsistance pour tous, qui implique en contrepartie une exigence de service social, dans le cadre d'un contrat civique, ou pacte "anthropolitique".

Mais sa mise en application se heurte aux préjugés et aux habitudes acquises...

Le revenu des agriculteurs

par Henri Muller

Le métier est ingrat. L'indépendance se paie, ici, de conditions de vie souvent peu enviables, de soucis de toutes sortes, d'efforts physiques que ne connaissent pas nombre de professions. Mais, là comme partout, le milieu est divers. À côté des petits exploitants vivant à grand peine, on trouve des gros, maraîchers, céréaliers, betteraviers et autres, auxquels le crédit permet des cultures à haut rendement, tant du moins que le consommateur accepte d'acquitter, dans le prix des denrées qu'il achète, les annuités de remboursement des emprunts. Enfin, au revenu qu'ils déclarent, il convient d'ajouter leur autoconsommation aux coûts de production dont l'ampleur épouse les croissances familiales.

Parlons net. Agriculteurs et éleveurs sont victimes d'une surproduction qui, submergeant la demande du marché, fait chuter les prix et tue le profit. Fruit du progrès des technologies, cette relative abondance (eu égard à l'immensité des besoins non solvables), reste l'un des principaux facteurs des "crises". Force est donc de la combattre : quotas d'importations, de productions, primes d'arrachages, mises en jachère, destructions de récoltes, banque du sol, exportations à tout-va, subventionnées, les périodes fastes étant celles

des grandes catastrophes, d'épizooties, d'inondations, de sécheresse, qui raffermissent les cours et dont profitent les exploitants épargnés hors des zones sinistrées.

Absurdité ? Accomplissant un service public indispensable, celui de pourvoir à la nourriture de la population, n'est-il pas aberrant que le revenu des agriculteurs soit tributaire, à la fois, des conditions météorologiques et des aléas du marché, alors qu'il devrait tout simplement rémunérer leurs efforts couronnés ou non de succès ?

De solution en matière de politique agricole, il ne reste que le recours à une formule monétairement révolutionnaire permettant de dissocier les prix des revenus et des coûts : des revenus distribués, modulés selon des barèmes concertés tenant compte, non plus des quantités livrées, mais des rendements à l'unité, des charges familiales et autres, de l'évolution des besoins, le tout assorti de primes de qualité, l'usage d'une monnaie de consommation levant les obstacles à un financement sans prélèvement sur quiconque.

Quel lobby mobilisera, au plus haut niveau, une commission pour l'examen du projet ?

Ne rêvons pas...



Un livre exceptionnel

L' "antimanuel d'économie" que vient de publier Bernard Maris, aux éditions Bréal, est un livre exceptionnel.

D'abord par sa forme, son style familier et drôle n'est pas habituel en la matière, et de nombreuses illustrations, bien choisies, le rendent encore plus agréable, en l'égayant.

Mais sous ces apparences légères, c'est une très solide réfutation et des arguments de poids qui sont présentés à l'encontre de la "science économique", que l'auteur qualifie, dès le premier chapitre, de science nulle, en expliquant à ceux qui pensent ne rien pouvoir comprendre à l'économie que ce sont les économistes qui ne comprennent rien, mais cachent leur ignorance et leur idéologie derrière un jargon rébarbatif. Il démystifie du même coup le discours politique qui fait référence à l'économie non pas pour être compris mais pour être cru et obéi.

J'avoue que je suis partielle. Si je me suis tellement régalée à la lecture de ce livre, c'est aussi parce que nos propres analyses s'y trouvent magistralement confortées.

N'étant pas économistes patentés et n'écrivant qu'au seul titre de citoyens qui s'estiment concernés, nous exprimons dans ces colonnes des réflexions, puis des convictions et des propositions dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles sont originales. Elles passent donc pour téméraires. D'où notre joie quand elles sont confirmées par un économiste dont la compétence est reconnue, et même réputée puisque Bernard Maris est Professeur d'Université en France et aux États-Unis.

Alors que nous venions d'achever (dans GR1041 de mars) la présentation de notre étude de la monnaie, ce fut en effet une heureuse surprise de découvrir que l'auteur de cet "antimanuel" ose aborder ce sujet, contrairement à ses semblables. Quelle remarquable exception !

Et il y va carrément, en des termes qui rappelleront quelque chose à nos lecteurs. Ne résistons pas au plaisir de le citer. La partie de son livre, intitulée "le nerf de la guerre", dans laquelle il demande : D'où vient l'argent ? Qui le fabrique ? Pour qui ? est introduite en ces termes : « D'abord, observons cette curiosité, cette chose bizarre, pis, aberrante : longtemps, les économistes ont négligé l'argent. Les économistes orthodoxes, s'entend. Encore aujourd'hui, nombre d'économistes

considèrent que l'argent, la monnaie, ne sont pas des questions en soi. La monnaie est neutre. Elle n'a pas d'incidence sur l'économie réelle (souligner dix fois), l'économie véritable, profonde, celle qui parle des produits, des services, de l'emploi, des prix. [...] Cela paraît extravagant, mais c'est comme ça. Aujourd'hui encore, en 2003, on enseigne dans les universités la "théorie du cycle réel"... qui s'efforce d'expliquer les fluctuations cycliques des économies par les goûts des consommateurs, le progrès technique, en supposant que l'argent n'existe pas, que l'argent n'a aucune incidence sur les fluctuations économiques. Bulles, crash, crises de crédit, crises d'endettement, spéculations, tout ça n'a aucun contenu monétaire. »

*

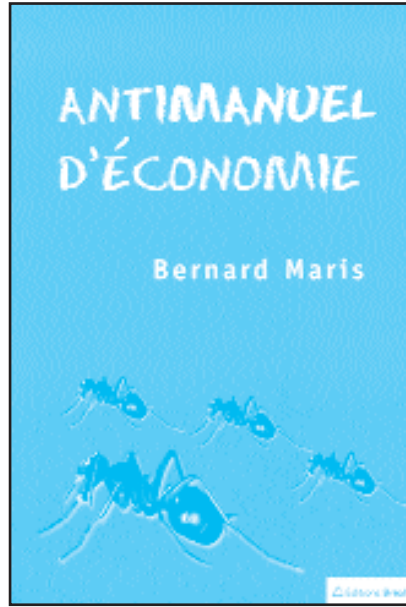
Cet antimanuel aborde bien d'autres mythes économiques.

À commencer par les vertus du marché, dont la main invisible n'existe pas, la formation des prix, qu'aucun économiste honnête ne peut ni expliquer ni prévoir, la loi de l'offre et de la demande, qui n'a pas de sens.

Il fait référence à des démonstrations fort pertinentes mais peu connues.

Par exemple celle établie par un mathématicien, prix Nobel d'économie en 1994, John Nash et désignée par "le dilemme du prisonnier". Elle montre que le marché est inefficace en expliquant comment la concurrence conduit toujours à la mauvaise solution; d'autant que deux Anglais, Lipsey et Lancaster, avaient démontré, en 1956, le paradoxe suivant : on pourrait penser qu'en s'approchant pas à pas de la concurrence, en libéralisant petit à petit (ce qui est la politique imposée par Bruxelles), on rend le système de plus en plus efficace; or c'est faux, on se retrouve alors dans une situation pire que celle du départ, parce que la concurrence est un tout.

Un autre Prix Nobel (en 1972), John K. Arrow, a démontré le théorème dit "d'impossibilité" qui établit qu'il n'est pas possible de tirer une logique économique collective à partir des choix que font indépendamment les individus; théorème qui amène à conclure, souligne Bernard Maris, que c'est au politique de trancher. Nous tenons là, au passage, la démonstration qui appuie notre proposition des "prix politiques", amenant à débattre des prix en même temps qu'on décide démocratiquement des modes de production, ce qui permet d'aborder toutes les incidences d'une production au lieu de ne tenir compte, ■ ■ ■



- ■ ■ comme c'est le cas aujourd'hui, que d'un seul critère et unique critère : la rentabilité.

*

Tous ceux qui ne veulent pas mourir idiots doivent lire cet antimmanuel. Il leur apprendra à ne pas se laisser influencer par les médias qui leur serinent à longueur de journée les cours de la Bourse. Car pourquoi le cours de la Bourse et pas le cours du chômage, le niveau des salaires ou celui de la pollution, le nombre d'émigrés expulsés, le nombre d'espèces animales ou de trésors de l'humanité qui sont en train de disparaître ? — Pour faire croire que la Bourse sert à financer l'économie. Or c'est faux, ce n'est pas la Bourse qui finance l'économie, ni la croissance, c'est le crédit bancaire. Et le capital financier n'est

qu'une infime partie du capital de la nation. En fait, nous vivons dans une mythologie de la Bourse, car celle-ci «ne sert qu'à donner une philosophie économique, une doctrine aux gouvernants et à inculquer une idéologie aux citoyens».

Donnons pour finir un nouvel échantillon de la verve d'Oncle Bernard : il dépeint «la sanction des marchés, l'humeur des marchés, l'euphorie des marchés, la contrainte des marchés, la réponse des marchés... Personnages semblables à des dieux, insaisissables, ubiquitaires et très coléreux ou très susceptibles, tous les marchés fonctionnent à peu près comme le marché boursier, qui nourrit l'"opinion boursière", qui fait la confiance tout court» avant de décrire les «100.000 analphabètes qui font les marchés»...!

Marie-Louise Duboin.

Sí on revenait au crédit ?

par Paul Vila

Notre problème de constitution c'est la difficile mesure de fédéralisme optimal selon les différents ministères. Depuis 1957 la république franco-faune imbécile n'enseigne les langues de travail qu'aux jeunes gens motivés, et "à l'ancienne", c'est à dire sur l'écrit et trop tard, ce qui a bloqué la majorité des enfants et maintient l'hexagone dans un jus d'arrogance comique pour nos voisins. Mais cela constitue un handicap pour l'Union toute entière.

L'unification étroite semble réussie pour la sécurité-interpol et les transports à grand flux. Elle devrait être renforcée pour l'environnement et les ressources maritimes, l'éducation secondaire, les échanges d'étudiants et la décision cohérente des moyens marchés. Ce qu'on a su faire pour les projets fabuleux comme l'Espace, le TGV et les

Airbus prouve que la qualité à moindre coût devrait être encore plus accessible pour les produits courants : transports individuels, énergies renouvelables, agriculture biologique et même innovations en textiles, électroménager etc.

Par contre l'enseignement supérieur et la recherche ont déjà des contacts et des coopérations étroites: c'est surtout leur utilisation qui pêche en France, par le splendide isolement des techno-scientistes "durs" hérité du napoléonisme des grandes écoles, et par l'avarice des entreprises et de l'État, gestionnaires à la remorque des banques. Cette perte de cohérence profite de plus en plus aux grands instituts étrangers qui drainent nos meilleurs individus.

Le drame est pour les disciplines d'avenir, ressources sociales et surtout santé, où les climats, conditions locales et traditions devraient guider la logistique, donc réserver la gestion à l'échelle nationale. Et l'absurdité éclate dans l'impossible mise en service des meilleurs et plus modernes outils de diagnostic et de guérison au nom d'une soi-disant impossibilité budgétaire ! Qui ne voit que tout progrès vraiment utile du soin et des traitements accroît le crédit de la nation, indépendamment des investissements ? Il ne s'agit plus de rembourser un bénéfice, mais de calculer les temps d'amortissement et les contraintes associées en locaux et surtout en personnels, et c'est de la comptabilité élémentaire : le budgetteur n'est pas compétent pour bloquer l'innovation !

C'est sur de tels exemples qu'on mesure l'ineptie du jeu d'argent opéré par les orthodoxes du

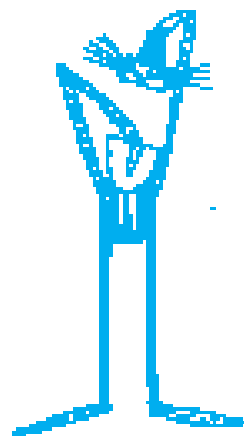
SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ

Mme Lamouroux 13,53 – F. Laumelais 27,11 – C. Logre 13,53 – C. Marthey 8,53 – Mme Meegens 23,53 – A. Morlot 3,53 – Y. Orengo 8,53 – F. Patino 28,53 – P. Perruque 8,53 – J. Rocroy 23,53 – J. Dancoisne 8,53 – A. Dauteau 3,53 – J. Denis 28,53 – A. Frangeul 3,53 – L. Verdelhan 3,53 – M. Bellido 6,11 – J. Bourgeois 500 – F. Casanova 18,53 – E. Napoli 3,53 – C. Dupond 3,53 – M. Dalban Moreynas 38,53 – A. Dejoux 3,53 – M. Devien 3,53 – P. Merville 3,53 – J. Llas 18,53.

(Liste arrêtée le 22 mars). Total 814,41 euros.

Merci à tous !



milieu du XX^{ème} siècle : c'est seulement pour l'énergie que l'ère des stagnations et des pénuries reviendra si nous n'apprenons pas à puiser l'énergie solaire dans l'environnement planétaire. Et pour apprendre cette récolte-là, c'est de recherches fondamentales et appliquées qu'on a besoin, pas de techniques bancaires "au flair" du profit maximum instantané.... On a besoin de recherche-crédit. Cette création expose forcément à un risque, que l'inventeur n'a le droit de prendre qu'aux conditions de ses pairs, sous forme d'autorisation de crédit, bien connue dans tout service technique. Alors le problème de nos économies post-industrielles n'est plus de produire à tout va, mais au mieux des besoins exprimés dans les conditions bien définies. Heureusement les instituts de statistique économiques savent maintenant chiffrer la consommation par secteurs, ce qui permet au producteur de connaître en temps très légèrement différé la fluctuation de la demande, donc d'informer le créateur.

Il reste un sérieux problème humain, celui de l'emploi-formation-salaire.

Les sociétés industrielles ont dépassé le seuil de plein emploi dans le milieu du XX^{ème} siècle. Ce n'est pas une malédiction ! Bien sûr, les moralisateurs du XIX^{ème} siècle bigot firent mitrailler les ouvriers pour éviter de répondre à la question du droit à l'exploitation du pauvre par le capitaliste, et il a fallu J. Stuart Mill et K. Marx pour humaniser les morales "protestantes" de pouvoir déchristianisé. Mais à partir de la croissance technique, on aurait dû réviser pratiquement le système de crédit. Jacques Duboin avait pointé ces faits majeurs bien avant la grande crise de 1929, et en avait déduit l'urgence de découpler le droit à l'existence d'un obligatoire service salarié. Ce sont les guerres et la concurrence insensée des entreprises privées qui ont dévoyé entièrement le système bancaire. Celui-ci devenait l'arbitre des profiteurs au maximum d'extorsion, et le garant de l'accession au pouvoir par les politiciens. Le résultat est une destitution du peuple, où la lutte pour un salaire remplace la recherche d'un travail choisi.

Outre-Atlantique le scénario de domination mondialisé correspond au discours des nouveaux riches, bardés du modèle pré-industriel simplifié d'A. Smith et Ricardo (au fond marxiste) ; ils ont vaincu les littéraires et les syndicalistes "conscientisés" par la propagande de Moscou.

Il était normal que l'attitude des banques d'émission reste figée à la tradition des économistes de la pénurie et de la

stagnation, en réalité infirmées par le Darwinisme, par le syndicalisme ouvrier britannique et par la doctrine papale de Léon XIII en 1885 ! La boucherie de 1914-18, les échecs de l'étalon-or et les crises ont permis aux adeptes du vieux système de nier l'évidence. On détourna ainsi le message des distributistes Douglas et Duboin. Leur solution, très simple : « *puisque la société éconornique peut produire ce dont le peuple a besoin, on doit honorer ce crédit, et distribuer à tous les citoyens vivants le dividende universel correspondant* », n'est cependant pas d'une application évidente à cause de l'imbroglie bancaire.

Il faut revenir ici aux fondamentaux historiques pour percevoir la notion de valeur économique. Si je fabrique un produit intelligent et utile, mais que personne ne peut ou ne veut l'acheter, il ne sert qu'à moi, et sa valeur n'est pas définie. La valeur n'existe qu'à l'instant où quelqu'un décide d'échanger le bien ou le service sur le marché (et si ce produit n'est pas concurrentiel, il n'a pas d'intérêt!).

La difficulté suivante (sur laquelle les distributistes semblent achopper jusqu'à présent) c'est l'existence de deux sortes de productions, celles de manufacture ou de consommation marchande, et celles des actes de civilisation, qu'on n'apprécie pas sur le marché (sauf les accros de monopoles-AGCS). Mais la gratuité des services de santé et d'éducation n'a pas toujours été admise, c'est l'ère de l'État-providence qui a fait ce cadeau à tous et à chacun.

Conséquence : il faut redresser la carence en amont de la création de valeur-finance, en ne confiant l'émission de crédit qu'à l'instance d'évaluation et de prévision pertinente, et appropriée à la seule échelle d'échanges pratique, c'est à dire l'État.

Mais au-delà de ces raisons pratiques, on sent bien que sous cet angle le crédit national implique l'héritage, les expériences et les énergies propres à chaque société, ce qui permet d'espérer des performances différentes dans chacune d'elles (avec le concert mondial des nations comme lieu d'échanges et de don).

On voit ici que la circulation monétaire peut redevenir le reflet de celle des biens produits et consommés. Le corollaire logique c'est qu'on doit détruire les signes monétaires au moment de la consommation, au lieu de les laisser rouler vers d'autres circuits, ce qui alimente normalement l'inflation. Le "truc" bancaire des périodes de croissance, c'est que cette monnaie d'inflation peut être équilibrée par le taux d'intérêt qui en principe rémunère les services bancaires (conservation, comptabilité, disponibilités multi-formes, investissements).

Mais le pire, c'est la prétention du prêteur à mettre en dette l'État pour les services publics non-marchands comme l'éducation. La réalité sur ce bilan n'apparaît pas aux "pragmatistes" de l'avoir, du monde des frontières américaines magiquement sauvé de la "barbarie" (peau-rouge) par l'arrivée des premières banques. Dans une population de survivants-pionniers, la banque d'Amérique a permis de régulariser l'explosion des échanges autour de la formidable richesse du nouveau continent. Les subtilités éthiques n'étaient pas supportables dans la prédation générale encouragée par les politiques.

sos humanité !

Albert Hermant, auteur de "*Muter ou chuter*" en 1988, de "*L'alternative*" en 2000 et de "*Pouvoir c'est savoir*" en 2001, vient de rédiger une nouvelle étude intitulée "*SOS Humanité*" qui fait le tour de la situation actuelle et, s'appuyant sur des extraits de Castoriadis, Passet, Méda, Viveret, explique que l'humanité a aujourd'hui le choix entre le néolibéralisme actuel, et c'est dilapider la planète puis disparaître, et l'économie distributive, c'est-à-dire ménager la planète et partager.

Sur demande adressée à Lucien Gosset, Groupe Liégeois pour une économie distributive, rue Charles Hansez 21, 4630 Micheroux, Belgique, cette étude de 300 pages en format A4 peut être prêtée aux lecteurs de la GR.

«C'est plus qu'un crime,
c'est un acte stupide.
Il ouvre un nouveau
chapitre dans le conflit
israélo-palestinien,
qui passe du niveau de
conflit national soluble à
celui d'un conflit reli-
gieux,
insoluble par nature.»
Uri Avnery,
dans *Gush Shalom*,
à propos de l'assassinat
de Cheikh Yassine,

L'article qui suit était écrit le 1er mars dernier...
Que de dramatiques événements sont venus depuis confirmer que
l'escalade de la violence, quand les victimes rivalisent de sauvagerie
avec leurs bourreaux, n'est pas la solution des conflits !
Et en dernière minute, l'assassinat de Cheikh Yassine sur ordre
d'Ariel Sharon fait craindre encore pire...

Proche orient : les chemins de la paix

par Gérard-Henri Brissé

Is se nomment Yasser Abed Rabbo et Yossi Beilin. Le premier est un proche de l'Autorité Palestinienne de Yasser Arafat; le second se situe à gauche de l'opposition travailliste israélienne.

Ces deux personnalités se sont retrouvées à Genève pour y signer un projet de traité de paix officieux qui entérine de longues tractations préalables, et affirme «leur détermination à mettre fin à des dizaines d'années d'affrontements et de conflits pour vivre dans une coexistence pacifique, dans le respect mutuel et la sécurité fondés sur une paix juste, durable et globale, et pour parvenir à une réconciliation historique».

Tout un programme, lorsque l'on sait qu'en Israël et en Palestine, chaque jour apporte son lot de morts, sans que ni la communauté internationale ni les téléspectateurs s'en émeuvent outre mesure. La routine, en somme. Les "plans de paix" ou autres "feuilles de route" succèdent aux opérations de vengeance et de représailles, mais le retour à un ordre de paix durable demeure une illusion. Cette politique des petits pas, liée à la dégradation économique, au pourrissement social, aux destructions sans fin, laisse le champ libre à l'éclosion de tous les extrémismes qui recourent au terrorisme pour imposer leur loi. Dans ce concept, le mot "terreur" inclut la haine, le mensonge, le recours à la violence, voire au chantage, toutes pratiques incompatibles avec le respect de la dignité de la personne et l'intégrité des communautés.

Le recours au terrorisme, individuel ou collectif, est haïssable, quand bien même il se réfère à un idéal qui se veut élevé ou à des pulsions de désespoir, voire de suicide dans l'esprit du martyr. L'expérience montre qu'il fait le lit de toutes les dictatures, au nom du rétablissement de la loi et de l'ordre. Mettre fin à ses jours par de tels procédés, c'est porter atteinte à l'existence d'hommes, de femmes et d'enfants innocents qui n'ont pas imaginé une telle fin. Qu'on le veuille ou non, cette attitude est criminelle et doit être condamnée comme telle. Comme sont condamnables ceux qui encouragent ou organisent de tels comportements.

«Assez de sang et de larmes. Assez !» s'exclamait déjà, dix ans plus tôt, Itzhak Rabin, l'ancien Premier ministre israélien, l'un des initiateurs des accords d'Oslo, ratifiés par la Knesset en octobre 1995. Hélas, cet ancien "faucou" converti en soldat de la paix ne survécut pas longtemps à son rêve de réconciliation israélo-palestinienne et tomba sous les balles d'un Juif fanatique. Quant aux accords d'Oslo, ils trouvèrent leurs limites

dans la politique systématique de conquête de terres nouvelles par les colons Israéliens et la reprise d'une Intifada palestinienne propice à toutes les représailles sanglantes.

UNE MONSTRUEUSE IMPOSTURE

La recherche d'un compromis de paix israélo-palestinien constitue donc le nœud gordien de tout règlement de paix généralisé au Proche et Moyen Orient. Et la rencontre de Genève prouve bien qu'une telle évolution est possible, même si, dans le détail, telle ou telle proposition jugée non satisfaisante peut être discutée. De telles initiatives doivent être encouragées et soutenues.

Encore convient-il de donner un sens précis au concept de paix. S'agissant des États-Unis d'Amérique, qui se posent en "gendarmes du monde", on peut partager cette conception d'une "pax americana" et se placer sous la protection du parapluie yankee. Cette attitude serait sans doute acceptable si cette conception d'un bouclier planétaire contre tous les terrorismes s'avérait efficace. Ce qui est loin d'être le cas.

On nous objectera que les autorités américaines condamnent ouvertement le terrorisme, donc doivent être soutenues comme telles. L'attentat parfaitement concerté du 11/9/2001 contre le World Trade Center a révélé tout autant l'incurie et les défaillances d'organismes de renseignements tels la CIA, que l'omniprésence d'une pieuvre terroriste dénommée Al Qaïda. Il a mis à nu les carences du système de sécurité américain et l'absence de concertations réelles entre les différents services et corps d'armée.

Pourtant, les avertissements n'avaient pas manqué : attentats contre le *USS Cole*, les ambassades américaines en Afrique, puis des casernes ou autres quartiers résidentiels en Arabie Saoudite.

On a parfois comparé cette offensive à celle des Nippons contre Pearl Harbor en 1941 laquelle détermina les États-Unis à entrer en guerre aux côtés de leurs Alliés contre les puissances de l'Axe. Aujourd'hui, on évoque "l'Axe du mal", c'est-à-dire un ensemble d'États désignés comme "voyous" parce que leur comportement stratégique et diplomatique a la particularité d'être non-conforme aux intérêts américains. Cette désignation arbitraire d'un adversaire fictif ou réel dépasse de très loin la personne et les œuvres d'un Ben Laden, hier créature de la CIA, comme l'étaient les talibans afghans lorsqu'il s'agissait de s'opposer à la présence soviétique en Afghanistan.

Un assassinat programmé

L'Afghanistan constitua la cible privilégiée de l'hyper-puissance yankee. Il y avait là une revanche à prendre tout à la fois contre le pouvoir des talibans ultra-islamistes et l'organisation Al Qaïda dont la terre afghane abritait les bases d'entraînement. L'irruption des troupes américaines à Kaboul se faisait en concertation avec les Alliés (en particulier européens) sous le couvert de l'ONU. Elle pouvait se justifier non seulement par la présence de Ben Laden et de ses partisans, mais par le caractère particulièrement dictatorial et odieux du régime politique instauré par les "étudiants en théologie".

L'intervention américaine en Irak est d'une toute autre nature. Elle apparaît comme une monstrueuse imposture dont les populations qui composent l'Irak sont les premières victimes.

Le régime laïque de Saddam Hussein maintenait dans cette nation dont les frontières sont héritées de la colonisation, un minimum de cohésion entre ses composantes fort disparates au prix, il est vrai, d'une répression féroce. Les États Unis ont cru utile d'écarter de toutes les responsabilités les anciens militants du BAAS, les transformant du même coup en ennemis irréductibles. Non seulement ils n'ont pas réussi à doter l'Irak d'une force de sécurité efficace, mais l'insécurité généralisée a transformé ce pays en plaque tournante et en champ clos de tous les terrorismes, contre lesquels le régime de Saddam Hussein était le meilleur rempart.

QUELLE RECONSTRUCTION ?

L'autre erreur majeure de Washington fut de vouloir jouer cavalier seul en écartant délibérément l'ONU d'un règlement diplomatique de l'imbroglio irakien. Le Conseil de Sécurité devint ainsi le théâtre de furieux débats entre partisans et adversaires d'une intervention militaire en Irak. La diplomatie française eut beau jeu, avec à ses côtés l'Allemagne, la Russie et la Chine, de dénoncer les graves dérives de ce type d'intervention unilatérale et ses graves conséquences prévisibles... Dans un premier temps, les bombardements massifs eurent raison de la résistance irakienne. Cette intervention ressemblait fort à une fiction télévisée. Mais à la différence du feuilleton Stargate-SG1, les héros ne trouvèrent pas un épilogue heureux.

Il ne suffit pas de gagner une guerre; encore convient-il de maintenir la paix sur le terrain. En fait de reconstruction, les États-Unis de M. Georges Bush junior ont donné l'exclusivité à quelque 71 entreprises américaines proches du pouvoir en place et se sont adjugé les royalties du pétrole irakien; en bref, ils se sont comportés comme de vulgaires seigneurs de la guerre, une gigantesque mafia mue par le fallacieux prétexte de défendre une civilisation qu'ils veulent "chrétienne", animée en réalité par un esprit de haine et de conquête peu compatible avec celui des Évangiles.

Les Iraniens qualifient les États-Unis de Grand Satan. Nous observons le choc de deux intégrismes, l'un qui ose s'affirmer chrétien, et l'autre, qui se réclame d'une version édulcorée de l'Islamisme. L'un et l'autre cherchent à s'annihiler réciproquement au nom d'un même dieu, Yahveh d'un côté, et Allah de l'autre !

Aujourd'hui, l'équipe gouvernementale en poste à Washington, mal élue et qui ne représente qu'une partie (la plus conservatrice) de l'opinion publique américaine, a l'audace de solliciter l'intervention de l'ONU dans un pays dont elle a sciemment organisé la destruction et le pillage, où sa présence est haïe et son retrait souhaité. L'opprobre des opinions publiques mondiales n'a d'égale que dans le constat des dégâts causés par la présence yankee partout où elle s'est manifestée par

(suite page suivante)

Nommé le 22 juillet 2002 au poste de Haut Commissaire pour les Droits de l'Homme de l'ONU en remplacement de Mme Mary Robinson, Sergio Vieira de Mello considérait ce poste en lui-même comme "un champ de mines".

J'eus le privilège de le voir à l'œuvre au Cambodge, alors qu'il était chargé par le Haut Commissariat aux Réfugiés de rapatrier en territoire khmer quelque 300.000 réfugiés, en majorité des vieillards, des femmes et des enfants installés dans des camps disparates le long de la frontière avec la Thaïlande. La grande majorité d'entre eux étant d'origine rurale, ils devaient être répartis dans des terrains jugés fertiles et en tout cas inhabités, préalablement repérés par le satellite Spot. Mais il fallut se rendre à l'évidence: ce petit paradis était truffé de mines !

Ce n'était pas aux yeux de ce haut fonctionnaire, qui avait l'étoffe d'un futur secrétaire général de l'ONU, un obstacle infranchissable. Il avait été confronté à des situations autrement redoutables: au Soudan, à Chypre, au Mozambique, au Pérou, au Liban. Plus tard, il sera affecté en Bosnie, au Zaïre, au Rwanda.

Puis il recevra la redoutable mission de gérer la reconstruction du Timor Oriental, avant d'accepter de se rendre à Bagdad, le temps de mettre en place une représentation de l'ONU.

Polyglotte parfaitement francophone, Sergio était un ami dont j'ai pu apprécier le souci de l'organisation, la compétence, la transparence. C'était un réel plaisir de l'entendre exposer clairement tous les méandres de sa délicate mission, sans en éluder les aspects difficiles. Conscient du sort encore précaire de nombreux réfugiés, souvent à la recherche de familles déplacées, il m'avait avoué: «je laisse une bombe à retardement».

En acceptant la tâche de remettre en place à Bagdad une structure de l'ONU, à l'issue d'un embargo imbécile, il était conscient des obstacles qui s'opposaient à l'exercice de sa mission. Il avait sollicité, mais en vain, un renforcement du dispositif de sécurité. Les terroristes ont eu raison de son obstination, en ce jour du 19 août 2003, avec à ses côtés la vingtaine de collaborateurs et collaboratrices victimes de ce lâche attentat.

La sécurité des services de l'ONU à Bagdad relevait de la puissance occupante, les États-Unis d'Amérique, et d'elle seule. Mais Washington avait-il intérêt à ce que l'ONU soit réellement présente et active à Bagdad ?

Et l'on peut se poser la question: qui est réellement responsable de l'assassinat de Sergio Vieira de Mello et de son équipe ? En premier lieu, les terroristes qui ont organisé cet attentat très meurtrier. Mais aussi ceux qui, en charge de sa sécurité, ont laissé faire et n'ont pas pris les mesures de protection qui s'imposaient.

Le retour de la paix en Irak émergera d'une Autorité qui ne peut être que l'ONU, et elle seule.

Une instance internationale renforcée, réellement représentative des rapports de force sur cette planète et non croupion d'une seule hyper-puissance. Sur la base d'un plan de paix élaboré par ceux là même qui, en Irak comme ailleurs, entendent faire prévaloir les valeurs de démocratie et d'anti-violence active sur les pulsions de guerre, de violence, de domination et de mort.

G-H. B.

(suite de la page précédente)

1. C'est également avant les attentats qui ont cruellement frappé l'Espagne que ce texte a été écrit.

exemple dans l'ex-Yougoslavie sous le couvert de l'OTAN, où l'on voit l'ancien président Milosévitch, qu'on souhaitait éliminer de la scène politique, continuer à tirer les ficelles d'un nationalisme serbe exacerbé par les lenteurs de la reconstruction. Les Serbes, hier maîtres du Kosovo, sont aujourd'hui pourchassés par leurs anciens adversaires albanais sans que l'ONU puisse s'y opposer. Et Milosévitch s'est offert le luxe de se faire élire député ! L'Afghanistan est plus de jamais livré aux seigneurs de la guerre et les talibans y reviennent. L'intervention américaine, comme en Somalie, au Libéria et plus récemment en Haïti, n'a engendré que des régimes mafieux, à l'image de leurs maîtres.

LA PAIX, MAIS À QUEL PRIX ?

Si la référence au gâchis vietnamien revient en force, c'est à travers le passé du candidat démocrate à la présidence des États-Unis, John Forbes-Kerry, hier héros de la guerre du Vietnam, puis pacifiste opposé à l'intervention américaine. Il trouvera sur sa route un Ralph Nader, plus déterminé que jamais à défendre les consommateurs contre les "lobbies" économiques et financiers, un environnement salubre et à appeler ses compatriotes, en particulier la masse des abstentionnistes, à se rallier à ses thèses. Le candidat J.F. Kerry est francophone, d'origine française par sa mère et s'affiche comme un ami de la France et de la vieille Europe. Gageons qu'il saura trouver les voies les plus conformes aux idéaux de paix et de générosité des pères fondateurs de la grande nation américaine.

Le problème numéro un qui se pose désormais est de tenter d'endiguer une extension du conflit mondial où nous ont précipités les extrémistes de tous bords. Les tentacules de la pieuvre terroriste s'étendent, sur fond de prolifération des armements nucléaires, du Pakistan aux États-Unis, de Bali en Indonésie au Kenya, de la Palestine à la Turquie, de la Tunisie au Maroc, de l'Irak à l'Égypte. L'Europe est relativement épargnée¹, mais pour combien de temps ? Et l'on oublie qu'Israël est, aussi, une puissance nucléaire !

La lutte contre le terrorisme ne passe pas nécessairement par l'utilisation des méthodes employées entre autres, par la CIA américaine, qui n'a toujours pas su tirer les leçons de son incompétence, au Vietnam et ailleurs.

Il s'agit de savoir de quelle manière nous pouvons aboutir au retour à la paix en Palestine, au Proche et Moyen Orient, en permettant aux États-Unis de trouver, sans perdre la face, une solution appropriée. Tel est très certainement le souhait profond d'un John F. Kerry.

Deux échéances se profilent actuellement, à la fois porteuses de tous les espoirs et exposées à tous les dangers. Le 6 juin prochain sera commémoré l'anniversaire du débarquement allié, en présence du président américain mais aussi - une première ! - du chancelier allemand. En septembre, le congrès républicain tiendra ses assises, prélude aux élections présidentielles américaines de novembre 2004. On conçoit le souci des chancelleries européennes de tourner la page du dossier noir palestinien et irakien. Mais à quel prix, et dans quelles perspectives ?

Le billet de Paul

La fonction publique doit prendre modèle sur le privé...

Denis Jeambar, directeur de *l'Express*, avait très bien posé le problème dans son éditorial du 17/10/2002 : «*Un fonctionnaire peut espérer de cinq à sept années de vie de plus qu'un salarié du secteur concurrentiel : une donnée qui en dit long sur la pénibilité comparée du travail dans ces deux univers.*»

On ne saurait évidemment tolérer une telle injustice. Mais comme il n'est pas question d'exiger des gens du Medef de moins épuiser les travailleurs du privé, sous peine de les pousser à se délocaliser en Chine communiste ou autres pays dont ils apprécient les lois sociales, on voit bien qu'il faut augmenter la pénibilité du travail pour les fonctionnaires. Ce résultat sera-t-il obtenu par la mise en place d'une rémunération et d'un avancement au mérite, c'est-à-dire en maintenant sur eux durant toute leur vie la pression des veilles d'examens ?

En tout cas on peut espérer de cette mesure l'accession aux postes de direction des plus capables et des plus méritants d'entre eux, comme cela se passe dans le privé, d'où les performances réalisées par des sociétés telles que Vivendi avec Jean-Marie Messier, ou par Alstom depuis Pierre Bilger.

Et ce sera une nouvelle chance pour les femmes fonctionnaires, qui pourront espérer ainsi faire d'aussi belles carrières que dans le secteur concurrentiel, comme, par exemple, chez Elf celle de Christine Deviers-Joncour.

Paul Vincent

264.800

par Roland Poquet

L'attentat du 11 mars 2004 à Madrid nous rappelle que la barbarie n'est pas un état d'un autre âge, qui ne s'exercerait que dans des pays lointains et qui serait le fait d'individus ignorants et stupides. Bien au contraire. Bourreaux et victimes ont reçu une éducation sensiblement identique et vivent, à peu de choses près, dans le respect des mêmes valeurs ; il pourrait même exister entre eux des liens de parenté, comme au temps lointain d'Abel et Caïn. Faut-il en déduire que les actes barbares qui ont jalonné les âges de l'humanité et continuent de se manifester sont le fait d'une minorité d'individus au psychisme perturbé ou faut-il admettre que cette sauvagerie observée jour après jour est enfouie profondément au cœur de la nature humaine et n'attend qu'une occasion pour se manifester ?

L'Histoire a noté de tels excès dans ce domaine qu'il nous est permis d'être pessimiste et, sans rejeter la première hypothèse (le pouvoir suprême a produit bon nombre de désaxés mégalomanes et meurtriers) il paraît difficile de rejeter la seconde tant les témoignages de ces actes innommables sont légion. Les bonnes raisons de déclencher ces folies destructrices n'ont jamais manqué, qu'elles aient été ou soient encore ethniques, religieuses, raciales, politiques, économiques, sociales ...

On reste médusés devant le haut degré d'intensité et de perversité atteint dans cette suppression de l'homme par l'homme, quels que soient l'époque et le pays incriminés. Notre sensibilité est à peine atteinte si l'on évoque des atrocités commises dans un lointain passé telles que combats de gladiateurs, supplice de la roue, affrontements entre Armagnacs et Bourguignons, extermination des Indiens d'Amérique, bûchers de l'Inquisition et autres jacqueries du ressentiment. Mais qu'un chroniqueur ou un historien décrive avec précision tel ou tel acte barbare et notre sensibilité se trouve fortement ébranlée. Pour l'ensemble des Croisades, « les historiens orientaux, d'accord avec les Latins, portent le nombre des Musulmans tués dans Jérusalem à plus de 70 000. Les Juifs ne furent pas plus épargnés que les Musulmans. On mit le feu à la synagogue où ils étaient réfugiés et tous périrent au milieu des flammes. » (Michaud. Histoire des Croisades). En France, les "guerres d'irreligion" provoquèrent des supplices particulièrement barbares, tel celui de Poltrot de Méré qui avait assassiné François de Guise : « Quand il fut lié au poteau, le bourreau avec ses tenailles lui arracha la chair de chaque cuisse et ensuite décharna les bras. Les quatre membres devaient être tirés à quatre chevaux. Quatre hommes qui montaient ces chevaux les piquèrent et tendirent horrible-

ment les cordes qui emportaient ces pauvres membres. Mais les muscles tenaient. Il fallut que le bourreau se fit apporter un gros hachoir et à grands coups détaillât la viande d'en haut et d'en bas. Les chevaux alors en vinrent à bout. Les muscles crièrent, craquèrent, rompirent d'un violent coup de fouet. Le tronc vivant tomba à terre. Mais comme il n'y a rien qui ne doive finir à la longue, il fallut bien que le bourreau coupât la tête » (Histoire de France. Michelet). La proclamation de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (1789) pouvait laisser espérer, sinon la disparition de ces actes barbares, au moins que leur retour soit accidentel. Erreur ! Commencée en 1789, la Révolution transformera une partie des Français en meurtriers. « Que m'importe d'être appelé buveur de sang » s'écriera Danton à la tribune de la Convention. On connaît le soin apporté par Robespierre à empêcher la guillotine de rouiller : entre la chute de la royauté et la chute de Robespierre, Paris connut 4.000 victimes. C'est évidemment peu en regard des 1.500.000 morts provoqués par la mégalomanie de Napoléon dans toute l'Europe. On sait aussi que la Commune de Paris ne fut pas une partie de plaisir. Et l'on frémit au récit des exactions commises par les Français pendant les conquêtes et la défense des colonies d'Afrique et d'Asie. Dans son édition du 28 juillet 1949, *Témoignage Chrétien* faisait un récit atroce. Un crâne découvert sur le bureau de l'adjudant de service à Cholon : « Quoi ? Ce crâne. Mais si, bien sûr. Un sale Viet, vous savez. C'est moi qui lui ai coupé la tête. Il criait... Il fallait l'entendre ! Vous voyez, ça me sert de presse-papier. Mais quelle affaire pour enlever la chair. Je l'ai fait bouillir quatre heures. Après, j'ai gratté avec mon couteau ... ».

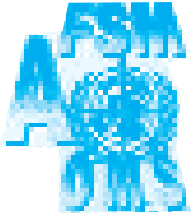
La barbarie prend des aspects plus subtils quand elle s'exerce "par procuration" et à grande échelle. C'est "l'effet Ponce Pilate". Les bourreaux ordonnent et désignent les exécutants. Par exemple, on fait creuser des tranchées et on y place les soldats de deux puissances que l'on a décidé de dresser l'une contre l'autre ; résultat : plus de 9 millions de morts entre 1914 et 1918. Vingt ans après, le conflit s'est étendu à une grande partie de la planète ; résultat encore plus impressionnant : 54.800.000 cadavres, avec des points forts, comme s'il fallait établir des repères : 250.000 morts (plus qu'à Hiroshima et Nagasaki réunies) dans la population civile de Dresde à l'issue d'un bombardement américain ultra-rapide. On se souvient que "l'effet Ponce Pilate" a connu de redoutables experts comme Hitler et Staline, pour ne citer que les plus connus.

...

- ■ ■ Il existe enfin une forme de barbarie plus raffinée, qui tient à la fois de la "procuration" et, il faut bien le dire, du "politiquement correct" puisqu'elle se contente d'appliquer la loi. Elle ne touche généralement qu'une faible partie de la population d'un pays. La destruction des individus est progressive, à peine perceptible. Une simple mesure suffit : par exemple, priver bru-

talement de leurs allocations chômage un certain nombre de nos concitoyens. Fin janvier 2004, ils étaient 264.800.

P.S. Ces 264 .800 personnes que l'on fait mourir à petit feu ne représentent après tout qu'un centième de la population active. Faut-il en faire toute une histoire alors que «*la priorité doit être donnée à la réduction de la dette publique*» (1.000 milliards d'euros) ?



Ancien Directeur adjoint de l'Organisation Mondiale de la Santé, notre ami Jacques Hamon a bien voulu nous transmettre l'article qu'il a publié dans la revue des Anciens de l'OMS, *Nouvelles trimestrielles*, au 4ème trimestre 2003, sachant qu'il s'agit d'un sujet auquel nos lecteurs sont sensibles :

La dérive climatique, mythe ou réalité ?

par Jacques Hamon

Même dans le passé récent, le climat terrestre n'a jamais été stable d'une année à l'autre, et dans une même année, les variations observées par rapport à la moyenne divergent souvent d'un lieu à un autre, fournissant d'innombrables arguments à ceux qui mettent en question l'existence même d'une dérive climatique.

ORIGINE DE L'EFFET DE SERRE

"L'effet de serre" est dû à des facteurs physiques: les rayons solaires atteignant la surface de la terre changent de longueur d'onde avant de rebondir vers l'espace et certains sont alors piégés par des gaz atmosphériques dont la vapeur d'eau, le gaz carbonique, le méthane, l'oxyde nitreux, et bien d'autres. Sans cet effet de serre, la température moyenne au niveau du sol serait inférieure d'environ 30° Celsius.

À l'arrivée, les rayons solaires atteignant habituellement notre sol peuvent être interceptés par des gaz et des particules émis lors des éruptions volcaniques, par de grands feux de forêt, et par l'impact d'énormes astéroïdes, comme celui qui causa la disparition de la majorité des espèces vivantes il y a des millions d'années. Toute modification majeure de la température moyenne au sol influence la séquestration marine du gaz carbonique et les courants marins, dont le Gulf Stream. Étudier le passé pour prévoir le futur n'est ainsi pas aisé.

Pendant des millénaires, l'homme n'a pas influencé la composition de l'atmosphère terrestre. Quand il brûlait du bois, le gaz carbonique produit était recyclé par la croissance des arbres. Cette stabilité a été détruite par le passage aux énergies fossiles, charbon, lignite, pétrole, gaz naturel, dont l'utilisation a massivement émis du

gaz carbonique et du méthane. La production de méthane par la végétation pourrissante des marécages et dans l'estomac des ruminants sauvages a été accrue par le développement de la riziculture et par l'industrialisation de la production bovine. De nombreux produits chimiques de synthèse contribuent aussi à cet effet de serre. La capacité de notre atmosphère à recycler ces polluants est limitée. Nos émissions annuelles de gaz à effet de serre excèdent de loin cette capacité de recyclage, d'où leur accumulation atmosphérique, d'où la dérive climatique.

QUE DISENT LES EXPERTS ?

Le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Changement Climatique (GIEC) a été établi à la demande des grands pays industrialisés et leur rend compte périodiquement. Il a rassemblé et analysé les données disponibles, des plus évidentes aux plus complexes, telles que les données thermométriques non urbaines, la composition des bulles d'air immobilisées depuis des millénaires dans la calotte antarctique, les cernes de croissance des troncs d'arbres immergés depuis des siècles, etc. Ce Groupe a aussi amélioré les modèles informatiques permettant de comprendre l'évolution récente de notre climat et d'essayer de prévoir son évolution, zone par zone, sur la base des millions de données validées. Son dernier rapport date de septembre 2001, dont les conclusions à l'intention des décideurs nationaux (300 pages en anglais) ont été approuvées par tous les pays finançant l'opération, dont les États-Unis. Les principales conclusions du GIEC peuvent être résumées comme suit. Les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère ont été très stables de 1000 à 1700 AD, se sont lentement accrues depuis le début de la révolution industrielle, et

augmentent beaucoup plus rapidement depuis 1960, les graphiques concernant le gaz carbonique, le méthane, et l'oxyde nitreux tendant maintenant vers la verticale. Depuis 1000 AD, la température moyenne au sol a varié, mais guère plus d'un demi degré Celsius d'une décade à une autre, avec une tendance à la baisse jusqu'en 1800, une stabilisation de 1800 à 1900 et, depuis, une croissance excédant un degré Celsius. Les données thermométriques très précises obtenues dans l'hémisphère nord depuis 1860 confirment cette évolution globale. Le délai entre l'accroissement des concentrations de gaz à effet de serre et celui des températures résulte de la grande inertie du climat terrestre, due à l'énorme masse océanique. Ce n'est pas la fonte des glaces arctiques qui provoque la très modeste, encore, élévation du niveau de la mer, mais la dilatation de l'eau de mer lorsque sa température augmente. L'énorme calotte antarctique a une grande inertie thermique; lorsqu'elle fondra, le niveau de la mer montera de 70 mètres. Les données sur l'évolution de la composition de notre atmosphère et celles de la température moyenne au niveau du sol sont incontestables.

PRÉVISIONS

Réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre au niveau naturellement recyclable est facile, jusqu'à une réduction à 50%. Cela ne suffira pas à influencer la présente dérive climatique aussi

longtemps que les émissions excessives passées n'auront pas été résorbées. Les pays en développement n'ayant aucune responsabilité dans la présente situation, les grands pays industrialisés devraient cesser de faire appel aux énergies fossiles, sauf pour subvenir aux besoins essentiels de leur industrie chimique.

Du fait de l'inertie climatique déjà mentionnée, des améliorations dans la composition de notre atmosphère ne seront que très lentement suivies par une baisse de la température moyenne et du niveau de la mer.

Comme rien de sérieux n'est entrepris actuellement pour remplacer les énergies fossiles par des énergies renouvelables, la dérive climatique va continuer et les prévisions 2001 du GIEC d'une augmentation de la température de 6° Celsius et du niveau de la mer de 50 centimètres au cours du présent siècle relèvent d'un optimisme béat.

Le GIEC n'a tenu compte que des émissions anthropiques, alors que l'augmentation de la température terrestre affectera celle de l'eau de mer, qui relarguera une partie du gaz carbonique dissous.

Elle entraînera aussi le relargage du méthane immobilisé sous la forme d'hydrates de méthane dans les sols arctiques gelés et dans les talus océaniques sous-marins. Le risque d'une auto-accelération des émissions de gaz à effet de serre hors de tout contrôle humain n'est ainsi pas négligeable.

Yohann, grâce à qui le site internet de *La Grande Relève* a été transformé de façon remarquable, est un jeune scientifique, titulaire d'une maîtrise de physique appliquée... qui a décidé de s'expatrier au Canada. Mais avant de s'embarquer, il nous laisse, en plus de la promesse de veiller d'outre-Atlantique sur notre site, le message suivant :

Agissons !

Regardez notre Terre, regardez où elle va. Voyez-vous ces êtres qui s'affairent à créer l'illusion d'une évolution vers un mieux-être matériel qui concerne toute la population, alors qu'eux seuls en profitent ? Regardez notre Terre, regardez comme elle va. Voyez-vous tous ces êtres qui souffrent de faim, de soif et aussi ceux qui mettent de côté leur conscience pour gagner leur place dans cette société dépassée ? Regardez notre Terre, regardez comme le temps file. Voyez qu'il nous échappe, que l'on ne peut en saisir que le présent et qu'à chaque instant, nous choisissons ou non de construire notre entourage et de nous construire nous-même selon nos idéaux.

Regardez maintenant parmi tous ces êtres. Voyez que certains s'arrêtent, observent, ressentent le temps qui s'écoule. Alors ils prennent conscience d'être. Ils prennent conscience de la grandeur de chaque homme, d'eux-mêmes. Je souhaite que chacun s'arrête et observe la situation difficile d'un grand nombre de nos semblables. Cela doit changer. L'économie distributive débattue depuis plus de 68 ans dans la GR semble être une issue pertinente. En effet, le système capitaliste autorise l'expression à l'extrême de bien des travers humains. Il entretient la misère dans l'abondance : par exemple, aux États-Unis 34 millions d'américains vivaient sous le seuil de pauvreté ■ ■ ■





en 2002, soit encore 1,7 million de plus qu'en 2001.

Ce serait bien long de convaincre tout le monde de sortir des sentiers tracés par les médias et les politiciens, même si quelques uns semblent sur la voie (voir GR 1040). Si cela était possible, *La Grande Relève* serait plus connue qu'elle ne l'est et nous entendrions parler d'économie distributive. Je remercie ici de tout cœur tous ceux qui, persuadés de la justesse des réflexions qui ont abouti à l'idée d'une économie distributive, participent par leurs écrits, leurs actions, à perpétuer l'espoir d'une société plus humaine.

Selon N.D. Walsch, dans son livre intitulé "*Nouvelles Révélations*", les raisons pour lesquelles le monde va mal seraient les suivantes : «1- Les humains sont séparés les uns des autres, 2- ce qu'il leur faut pour être heureux n'est pas disponible en quantité suffisante, 3- pour l'obtenir, ils sont obligés de se faire concurrence, 4- Certains humains sont meilleurs que d'autres, et 5- Les humains peuvent résoudre, en s'entretenant, les graves différences créées par toutes les autres erreurs». Il propose d'arrêter de considérer nos actions ou nos pensées en termes de bien ou de mal, mais de simplement considérer ce qui fonctionne ou ne fonctionne pas en rapport avec les objectifs et principes que nous nous fixons. Si l'on se fixe le bien-être de chacun comme objectif, il est clair que le capitalisme ne fonctionne pas : il met une majorité de gens en état de survie, alors qu'un système distributif ouvrirait la porte à une plus grande disponibilité pour une évolution personnelle, spirituelle. Dans nos pays dits civilisés, la guerre armée a été remplacée par la guerre économique. Se demande-t-on à qui appartient le bras qui tient cette arme redoutable qu'est la monnaie ? C'est pour répondre à cette question qu'un collectif d'auteurs a mené ses investigations et en présente les résultats dans deux ouvrages (aux

éditions Félix) les "*livre jaune n°5*" et "*livre jaune n°6*". Ils expliquent notamment comment des groupes secrets, tels les Bilderberger, la Commission Trilatérale et autres, manipulent le monde afin de conserver leurs privilèges, comment ils ont accumulé des fortunes colossales qui leur permettent d'orienter les événements par des interventions diverses et comment ils pratiquent allègrement la désinformation. À propos de désinformation, les auteurs invitent eux-mêmes leurs lecteurs à faire preuve d'une certaine ouverture d'esprit tout en conservant leur sens critique sur le contenu de leur livre... ! Mais pourquoi ces auteurs restent-ils anonymes ? Sans doute pour rester en vie, tant sont fortes les pressions exercées sur ceux qui dénoncent, avec arguments à l'appui, les manigances de ces sociétés secrètes.

«*Quand on dénonce sans apporter de solution, on crée la peur, le mécontentement, la haine même*» remarquent ces auteurs, qui pensent que le système va s'effondrer de lui-même. Nous préférons proposer une économie où de telles sociétés secrètes n'auraient plus tous ces moyens de nuire. Mais que de chemin il reste à parcourir ! Les auteurs rappellent en effet que «*l'homme apprend dès son plus jeune âge à penser en terme de manque et de compétition. Le conditionnement et la programmation sont si perfectionnés par la publicité et les valeurs, que le seul contenu de l'existence qui préoccupe l'esprit humain ce sont les valeurs matérielles*».

J'ai l'intention dans les années à venir de mettre en place un groupe d'échanges basés sur l'économie distributive. J'encourage vivement l'initiative présentée par R. Winterhalter et C. Eckert dans les précédents numéros de la GR. Je suis très attentif à l'évolution de leur expérience. J'encourage d'autres personnes à faire de même, dans leur village ou leur quartier car je pense que démarrer de petites structures est plus facile que tout changer d'un coup. Un peu comme une feuille de papier à laquelle on met le feu à plusieurs endroits en même temps. Il faudra tenir bon car en prenant de l'importance, ces actions pourraient devenir des cibles pour ceux qui, dans un tel système, perdraient leur pouvoir de nuire.

Tant qu'on le peut encore, il faut agir ! Toutes les initiatives en ce sens sont un bon départ. Le mensuel *Biocontact* les passe en revue dans son dossier de janvier 2004 sur l'économie au service des hommes et de la planète : le commerce équitable, l'empreinte écologique, la décroissance soutenable, la NEF, les SEL, etc. Allons jusqu'au bout de l'amélioration des échanges par une répartition des richesses qui met en place une économie de partage.

Préparons au quotidien la grande relève du capitalisme par l'économie distributive.

Yohann.

Michel Caste publie le dialogue imaginaire suivant :

QUESTION : Pourquoi les soviétiques ont-ils réussi à supprimer le chômage?

RÉPONSE DE L'ORDINATEUR : *Parce qu'ils ont tué la plupart des libertés.*

QUESTION : Comment les capitalistes pourraient-ils supprimer le chômage?

RÉPONSE DE L'ORDINATEUR : *La seule solution pour eux consistera à tuer tous les chômeurs.*

QUESTION : Peut-on imaginer un régime qui ne créerait pas de chômeurs et qui respecterait les libertés?

RÉPONSE DE L'ORDINATEUR : *Je n'ai pas d'imagination, je ne peux que restituer ce qui a été mis dans ma mémoire.*

Il ajoute : «*Aucun schéma actuel ne prévoit de réponse positive à cette question*».

C'est qu'il est mal informé !

envoi de C B-L, Venelles.



Comme d'habitude, j'ai lu avec beaucoup d'attention la Grande Relève n° 1038 de décembre. L'article sur la dette publique et la monnaie m'a beaucoup interpellé et je suis persuadé qu'il faut souvent revenir sur ce sujet. J'avoue n'avoir jamais fait un rapprochement entre un CCP et le Trésor Public. Vous êtes responsable d'une partie de ma nuit sans sommeil! ... Force est de constater qu'un pourcentage élevé de nos concitoyens ne savent pas d'où vient la monnaie, encore bien moins le fonctionnement du système. Il faut absolument à ce sujet éduquer toute la population quel que soit le niveau social. On se doit de faire connaître les défauts pour proposer des solutions.... A lui seul, l'article sur la dette publique du n° 1038 de la Grande Relève, diffusé à grande échelle, serait d'une très grande portée sur les comportements.

P.Q. Mirepeisset

Je vous adresse à tous mes sincères félicitations pour le travail remarquable que vous réalisez très régulièrement à la lumière de vos engagements, qui vont à contre-courant des "modèles" sociaux-économiques que l'expérience a, hélas, condamnés.

Les thèses distributistes mériteraient d'être mieux connues, ne serait-ce que parce qu'elles constituent la seule alternative à la stratégie dominante.

Elles font appel à ce qu'il y a de meilleur en l'homme, à l'esprit de solidarité vraie et de responsabilité personnelles et collective. L'ultra-libéralisme meut l'individu au niveau de ses plus vils instincts de domination. La société n'est conçue que comme un champ de bataille où le plus fort l'emporte, où il faut "se vendre" pour conquérir sa part de marché, ou tout simplement survivre. Quant au prochain scrutin électoral, il élude une fois de plus certaines questions fondamentales au profit quasi exclusif de la grande foire partisane.

Première question: quel est le rôle et la mission exacte des conseillers généraux et régionaux, particulièrement en termes de bilan et de perspectives ? La grande majorité des électeurs n'en sait rien !

Deuxième question: ce scrutin pose une fois de plus le dossier de fond que personne n'aborde, de la décentralisation et de la régionalisation. Nous avons proposé pour notre part de revaloriser les pays (communautés de communes) et les régions (une douzaine de régions au lieu des vingt-deux actuelles en métropole), et de supprimer les échelons intermédiaires, les départements étant ramenés à de simples entités administratives. Pour une raison bien simple: dans l'exercice d'une activité professionnelle antérieure, je fus amené à "plancher" sur des dossiers tels que les bassins d'emploi, les "contrats de pays", etc, etc. Quel casse-tête quand le bassin d'emplois chevauche deux régions, trois départements, autant de pays, sans compter la coordination à réaliser entre les différentes Administrations (préfectures, Éducation nationale, centres de formation professionnelle, Chambres d'agriculture, des métiers, de commerce et d'industrie, régions militaires, etc.) Et quel gâchis... financier, économique, de compétences, de doubles emplois, etc, etc.

Or l'actuel gouvernement fait tout le contraire en conservant telle quelle la réforme Defferre de 1982 et en y ajoutant un échelon supplémentaire (les communautés de communes), en accordant la priorité au département, en "décentralisant" de la manière que l'on sait les finances publiques et du même coup les recouvrements fiscaux, en ouvrant le sas "d'expérimentations" qui en réalité dissimulent mal l'embarras, l'incompétence et l'absence de projets des pouvoirs publics en place.

En fait d'expérimentations, on a vu sur quoi ont débouché les référendums avortés en Corse et aux Antilles. Alors que si l'on avait préalablement fixé un cadre général de régionalisation pour la France entière (et l'outre-mer) nous n'aurions pas assisté à ces lamentables parodies de scrutins qui ont gravement mis en cause l'idée même du référendum.

Troisième question: on peut s'interroger, à travers ce scrutin, sur l'organisation de la vie politique en France.

... Pourquoi s'obstine-t-on à ne pas analyser comme tels les votes blancs ou nuls ? Le financement des partis politiques a été légalement assaini, et c'est une bonne chose. Cependant, on peut se poser la question de savoir si la prise en charge, au moins partielle, par la collectivité publique (donc par le contribuable) du financement des partis a une connotation positive ? Cette orientation a-t-elle contribué à modifier le comportement des politiciens vers plus d'esprit civique ? La solution ne réside-t-elle pas dans l'organisation des campagnes électorales qui devraient être plus strictement encadrées en permettant à chaque citoyen-candidat de s'exprimer.

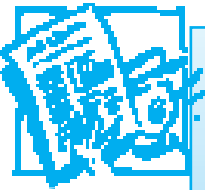
G-H. B, 51300 Vitry -le-François

Douze millions, c'est le nombre de personnes de 15 ans ou plus ayant eu une activité bénévole en 2002 ! Cette information est parue dans Le Monde du février ! 21,6 millions appartiennent à une association ! Il faut lire ce petit article très révélateur. Ainsi, sans être rémunéré, ces 12 millions de personnes dont les plus assidus, les retraités et les "inactifs", ont consacré leur temps, parfois leur compétence pour servir les autres : telle est leur principale motivation, est-il indiqué dans cet article, qui reprend les chiffres d'une enquête de l'INSEE reconnaissant un regain de vitalité de la vie associative en France.

Il n'y a pas que le monde de l'entreprise pour acheminer peu à peu notre société vers une vie meilleure, si tant est que l'entreprise n'est peut-être pas toujours le milieu le plus épanouissant ! ...

Qu'en conclure, sinon que la société dite "civile" est probablement plus proche de l'économie distributive, en anticipant, par la vie associative et le bénévolat, le contrat civique lié à l'économie distributive. Cet argument important est à faire prévaloir auprès de ceux qui sous-estiment la capacité des personnes à se prendre en charge si un revenu social leur était attribué. Les associations se verraient alors reconnues dans leurs capacités bien réelles à créer du lien social, comme s'expriment nos chers dirigeants hors de la société dite "haute" !

M.T., Eletot.



L'économie distributive, proposée par J.Duboin, est la conséquence logique des progrès de la science : il s'agit de mettre fin au paradoxe de l'homme inventant une machine pour travailler à sa place... mais qui ne travaille pas pour lui !

EN RÉSUMÉ :

Tout ce qui est utile, matériellement et écologiquement possible, l'est financièrement. Tous les citoyens reçoivent un pouvoir d'achat dont la masse totale correspond aux biens et services disponibles.

Ce "revenu social" est versé en "monnaie de consommation" et permet au consommateur de choisir ses achats. Cette réforme fiscale rend inutile tout impôt.

La production n'est pas dirigée, mais les efforts sont orchestrés en vue d'obtenir le plus grand rendement possible avec le minimum de peine. Le travail humain nécessaire pour assurer tant les services publics que la pérennité de la production (y compris l'entretien de l'équipement, son extension et ses perfectionnements) revêt la forme d'un "service social" accompli par roulement.

Ce système économique ne fait disparaître aucun de nos droits politiques, mais il les complète de droits économiques sans lesquels ils n'ont pas de sens, car **pour vivre libre, il faut avoir de quoi vivre !**

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **KOU, L'AHURI**
ou **LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.**
de Jacques Duboin Un livre plein d'humour, écrit en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge en 1996.
(prix 9,90 euros franco).
- **JACQUES DUBOIN**
Extraits choisis dans son œuvre.
(prix 1 euro franco).
- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**
de Marie-Louise Duboin. Un roman qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie proposée et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société. (16,70 euros franco).
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.**
Texte d'une conférence, rédigé par André Prime.
(3,80 euros franco).
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie.
(3,80 euros franco).
- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple
N°972 LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?
N°984 MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?
N°989 RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,
N°992 L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).
- Et un résumé de nos thèses, sur deux pages, était présenté dans les N°1022 à 1029.
on peut les commander au journal.

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Commission paritaire N° 0408 K 83051 · **ISSN** : 0398-2076

Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER, LASSERPE

Impression : ARTIS · **Diffusion** : NMPP

Adresse postale : BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>



TARIFS D'ABONNEMENT

France (régime intérieur pour la Poste)	21,47 euros.
ou abonnement de soutien (deux exemplaires)	33,89 euros.
DOM	23,45 euros.
TOM	26,20 euros.
Extérieur , suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2003 :	
Zone 1 (Belg, All, It, P-B, Luxbg)	26,86 euros.
Zone 2 (Espagne, G-B, Suisse)	26,20 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis)	27,12 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud)	28,97 euros.

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par chèque bancaire
ou par CCP :
N°de compte 13 402 39 M Paris
références internationales:
IBAN : FR46 3004 1000 0113 4023 9M02 088
BIC : PSSTFRPPAR